

## Indonésie: scepticisme sur les poursuites contre l'ex-dictateur Suharto

**JAKARTA (AFP) - La relance des poursuites judiciaires visant l'ex-dictateur indonésien Suharto est une gesticulation politique qui ne permettra vraisemblablement pas de récupérer les centaines de millions de dollars qu'il a détournés, selon des experts.**



Obsèques fictives de Suharto lors d'une manifestation anti-gouvernementale le 21 mai 2007 à Jakarta (© AFP/Archives - Jewel Samad)

Le ministère public indonésien a assigné lundi en justice Suharto, considéré comme l'un des dirigeants les plus corrompus des temps modernes. L'homme aujourd'hui âgé de 86 ans a toujours réussi à échapper à la justice.

Les services du procureur général, qui ont déposé leur dossier devant un tribunal civil de Jakarta, exigent le remboursement de 440 millions de dollars selon eux directement détournés, plus l'équivalent de 1,1 milliard de dollars en dommages intérêts. Ils tentent donc de récupérer plus de 1,5 milliard de dollars, un montant énorme qui ne reflète pourtant que partiellement la somme de 15 à 35 milliards de dollars qu'aurait amassé, avec sa famille, le "Père du développement" de l'Indonésie.

Dans l'affaire visée par le parquet indonésien, il est accusé d'avoir fait virer des millions de dollars de fonds publics, par le biais de sa fondation caritative Supersemar censée offrir des bourses d'étude, sur des comptes d'entreprises appartenant à sa famille.

L'ex-dictateur a gouverné l'Indonésie pendant 32 ans avant de quitter le pouvoir en mai 1998 sous la pression de manifestations. Depuis les tentatives de le poursuivre ont avorté à plusieurs reprises, notamment en 2000 et 2006,

ses proches soutenant qu'il n'était pas en état de répondre à un interrogatoire. Ces suspensions ont été très critiquées par des associations qui assurent que l'octogénaire n'est pas aussi malade que sa famille et des médecins le prétendent.

Selon des analystes, le rebond de cette semaine, après tant d'années stériles, s'explique par la volonté du président indonésien Susilo Bambang Yudhoyono d'afficher une attitude conforme à son discours de lutte anti-corruption. "Ils tentent d'obtenir un effet politique -- être vus comme s'attaquant au cas Suharto. C'est ni plus ni moins cela", a commenté Asmara Nababan, président du Centre pour la démocratie et les droits de l'Homme.

Il en donne pour preuve le fait qu'une procédure au civil, bien plus longue, ait été privilégiée au détriment d'une assignation pénale. "Cela ne sera pas terminé avant cinq, dix ans et ses conséquences économiques seront négligeables", prédit-il.

Les nouvelles poursuites "sont juste des friandises pour la population, afin de présenter au public une image d'eux-mêmes travaillant sérieusement (sur le cas Suharto), ce qui est contraire à la réalité", juge Amiruddin, de l'institut d'assistance légale Elsham.

La présidente d'Elsham, I Gusti Agung Putri Astrid Kartika, a aussi indiqué ne pas voir de justification à la procédure au civil.

Dewi Fortuna Anwar, directrice du centre de recherches Habibie, est également très sceptique. "Parfois les procureurs présentent leur dossier au tribunal d'une façon telle qu'il est rejeté, ce qui les force à reprendre son montage", a-t-elle assuré. "Franchement, je ne retiens pas ma respiration. Je ne crois pas que l'on verra un jour Suharto comparaître au tribunal. Son médecin ne le permettra pas car il sera très malade ce jour précis", a-t-elle assuré.

Condamné en 2002 à 15 ans de réclusion pour avoir commandité le meurtre d'un juge, le fils de Suharto, Tommy, a bénéficié en octobre 2006 d'une libération anticipée très controversée. Il est sorti de sa prison en ayant purgé moins d'un tiers de sa peine initiale. Certains ont vu dans cette libération très précoce une autre preuve de l'influence du clan Suharto. Celui-ci est récemment apparu à diverses reprises en relative bonne forme, souriant et marchant appuyé sur sa canne.

Publié le: 10/07/2007 à 11:09:05 GMT

Source : AFP

URL de cet article: <http://www.avmaroc.com/actualite/indonesie-a89430.html>